

En tant que représentants des mouvements populaires et des organisations indépendantes, nous rejetons l'affirmation que le commerce du carbone évitera la crise climatique. La cause principale de cette crise n'est autre que l'extraction de combustibles fossiles et la libération dans les océans, l'air, le sol et les êtres vivants du carbone qu'ils contiennent. La combustion excessive d'hydrocarbures menace maintenant la capacité de la Terre à maintenir un climat tolérable.

Les gouvernements, les agences de crédit à l'exportation, les entreprises et les institutions financières internationales continuent de soutenir et de financer la prospection et l'extraction de combustibles fossiles, ainsi que d'autres activités qui aggravent le réchauffement de la planète, telles que la dégradation et la destruction massive des forêts. En revanche, ils ne consacrent que des sommes symboliques aux énergies renouvelables. Dans ce sens, il est particulièrement inquiétant que la Banque mondiale ait récemment défié les recommandations de sa propre Évaluation des Industries extractives, qui l'exhorte à cesser de financer l'extraction de charbon, de pétrole et de gaz.

Nous dénonçons les retards supplémentaires dans la suppression de l'extraction d'hydrocarbures que provoquent les tentatives des entreprises, des gouvernements et des Nations unies de bâtir un « marché du carbone » qui inclut la commercialisation de « puits de carbone ».

L'histoire a été témoin de tentatives de commercialisation de la terre, de la nourriture, du travail, des forêts, de l'eau, des gènes et des idées. Le commerce du carbone s'inscrit dans la même ligne lorsqu'il tente de transformer la capacité de recyclage du carbone de la planète en un produit à vendre et à acheter sur le marché mondial. Ce processus de création d'un nouveau produit – le carbone – livre à ceux qui détruisent le climat la capacité de la Terre de maintenir un climat propice à la vie et aux sociétés humaines.

La population du monde doit prendre connaissance de cette initiative de privatisation et de commercialisation et intervenir activement pour assurer la protection du climat de la Terre. Le commerce du carbone ne contribuera pas à protéger le climat de la Terre. Il s'agit d'une fausse solution qui creuse et élargit les inégalités sociales, et ce de plusieurs manières :

- Le marché du carbone crée des droits transmissibles permettant de déverser dans l'air, les océans, le sol et la végétation des volumes de carbone qui dépassent de loin la capacité d'absorption de ces systèmes. Ces droits, équivalant à des milliards de dollars, seront octroyés à titre gracieux aux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre des secteurs de l'électricité, du fer et de l'acier, du ciment, de la pâte et du papier et à d'autres encore dans les nations

industrialisées, qui ont provoqué la crise du climat et qui exploitent déjà au maximum les systèmes mentionnés. En revanche, le coût de la réduction future de l'utilisation de combustibles fossiles retombera probablement de manière disproportionnée sur le secteur public, sur les communautés, sur les populations autochtones et sur les contribuables.

- Le Mécanisme de Développement propre du Protocole de Kyoto (MDP) et de nombreux projets commerciaux du secteur privé encouragent les pays industrialisés et leurs entreprises à financer ou à créer des dépotoirs de carbone bon marché, tels que les grandes plantations d'arbres dans le Sud, comme une alternative lucrative à la réduction des émissions dans le Nord. D'autres projets du MDP, tels que celui de la réduction des hydrochlorofluocarbures SymbolMT(HCFC), concernent des technologies « en fin de cycle » et ne contribuent donc absolument pas à réduire les impacts de l'industrie des combustibles fossiles sur les communautés locales. De surcroît, ils l'emportent sur le faible volume des projets d'énergies renouvelables qui constituent la façade de développement durable du MDP.
- Les impacts de l'industrie des combustibles fossiles et de toutes celles qui produisent des gaz à effet de serre, que ce soient les déplacements, la pollution ou les changements climatiques, se font déjà sentir de manière disproportionnée dans les petits États insulaires et chez les habitants des côtes, les peuples autochtones, les communautés locales, les pêcheurs, les femmes, les jeunes, les pauvres, les vieillards et les populations marginalisées. Or, les projets du MDP intensifient ces impacts de plusieurs manières. Premièrement, ils autorisent de continuer à prospecter, à extraire, à raffiner et à brûler des combustibles fossiles. Deuxièmement, en apportant du financement à des projets du secteur privé tels que la plantation industrielle d'arbres, ils permettent que les industries du Nord s'approprient la terre, l'air et l'eau qui soutiennent la vie et la subsistance des populations locales, pour les transformer en de nouveaux dépotoirs de carbone.
- Le refus d'éliminer progressivement l'utilisation de charbon, de pétrole et de gaz, que le commerce du carbone ne fait que renforcer, provoque de plus en plus de conflits militaires partout dans le monde et aggrave ainsi les injustices environnementales et sociales. À leur tour, ces conflits détournent vers les budgets militaires de grandes sommes qui, autrement, pourraient être utilisées à favoriser des économies fondées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

À ces injustices s'ajoute le fait que les faiblesses et les contradictions intérieures du commerce du carbone risquent fort d'empirer le réchauffement de la planète, plutôt que de l'atténuer. Par exemple, il n'est pas possible de vérifier que les projets MDP « neutralisent » un volume donné de combustibles fossiles extraits et brûlés. En affirmant le contraire, on crée de plus en plus

Écrit par LCR-web

Samedi, 01 Septembre 2007 01:00 - Mis à jour Mardi, 09 Octobre 2007 20:43

---

l'illusion dangereuse que les modèles de production et de consommation, ceux du Nord surtout, peuvent être maintenus sans porter atteinte au climat.

D'autre part, le problème de la vérification et l'absence d'une réglementation crédible font que personne ne sache exactement ce qu'il achète dans le marché du MDP. En l'absence d'un produit concret, le marché du MDP et d'autres projets commerciaux semblables du secteur privé ne sont qu'une perte de temps au moment où le monde est confronté à une crise climatique grave.

La Banque mondiale tombe dans une contradiction absurde lorsqu'elle facilite ces approches commerciales et fausses du changement climatique par le Fonds prototype pour le Carbone, le Fonds Biocarbone et le Fonds Carbone de Développement communautaire, et favorise en même temps, à une échelle bien plus large, la poursuite de la prospection, l'extraction et le brûlage de combustibles fossiles, dont la plupart sont destinés à augmenter les émissions du Nord.

En conclusion, « établir le prix du carbone » ne sera pas plus efficace, plus démocratique ni plus favorable au bien-être humain que d'établir le prix des gènes, des forêts, de la biodiversité ou des rivières propres.

Nous réaffirmons que la réduction drastique des émissions provoquées par l'utilisation de combustibles fossiles est une condition préalable pour éviter la crise du climat. Nous affirmons notre responsabilité vis-à-vis des générations futures de chercher des solutions réelles qui soient viables et véritablement durables, et qui ne sacrifient pas les communautés marginalisées.

Nous nous engageons donc à appuyer la construction d'un mouvement mondial de base pour la justice climatique, à mobiliser les communautés du monde, et à nous déclarer solidaires de ceux qui s'opposent au commerce du carbone sur le terrain.

Signé le 10 octobre 2004

Écrit par LCR-web

Samedi, 01 Septembre 2007 01:00 - Mis à jour Mardi, 09 Octobre 2007 20:43

---

Glenmore Centre, Durban, Afrique du Sud

Signatures des participants à la réunion de Durban : Carbon Trade Watch ; Indigenous Environmental Network ; Climate & Development Initiatives, Uganda ; Coecoceiba-Amigos de la Tierra, Costa Rica ; CORE Centre for Organisation Research & Education, Manipur, India ; Delhi Forum, India ; Earthlife Africa (ELA) eThekwini Branch, South Africa ; FERN, EU ; FASE-ES/Green Desert Network Brazil ; Global Justice Ecology Project, USA ; groundwork, South Africa ; National Forum of Forest People And Forest Workers (NFFPFW), India ; Patrick Bond, Professor, University of KwaZulu Natal School of Development Studies, South Africa ; O le Siosiomaga Society, Samoa ; South Durban Community Alliance (SDCEA), South Africa ; Sustainable Energy & Economy Network, USA ; The Corner House, UK ; Timberwatch Coalition, South Africa ; World Rainforest Movement, Uruguay.

Depuis, cette déclaration a été signée par de très nombreuses autres groupes (cf. <http://www.inkswatch.org/> où la déclaration figure en anglais, français, espagnol et portugais, avec les signatures à jour).